



rapport annuel 2006





institut de recherche en politiques publiques

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU FONDS DE FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement de l'IRPP a dégagé un surplus à chacune des trois dernières années
(en milliers de dollars)

	2006	2005	2004
Revenus*	2 745	2 786	2 640
Charges	2 717	2 736	2 534
Revenus excédentaires	28	50	106

*Les revenus englobent les revenus de placement approuvés pour le fonctionnement, les revenus issus des publications et d'autres revenus

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU FONDS DE DOTATION (en milliers de dollars)

	2006	2005	2004
Valeur marchande totale en fin d'exercice	41 366	39 500	39 700



rapport du président du conseil d'administration

L'IRPP traverse une période de transition marquée par le départ de Hugh Segal, qui nous quitte pour se joindre au Sénat, et l'arrivée de **Mel Cappe**, qui le remplace au poste de président et chef de la direction au terme d'une longue et fructueuse carrière dans la fonction publique canadienne.

L'énergie, l'intelligence et la constante bonne humeur avec lesquelles Hugh Segal a exercé ses fonctions ont fait la joie de tous. L'homme conjugue sa passion des politiques publiques avec de remarquables capacités de communication, tant auprès des décideurs que du grand public.

Il a été plus qu'agréable de travailler avec lui. Au nom du Conseil et du personnel de l'Institut, je lui adresse des remerciements qui me semblent bien insuffisants. Car sa générosité et son empathie ont peu d'équivalent. Nous sommes persuadés que la vie publique bénéficiera encore longtemps de sa profonde compréhension des enjeux à l'œuvre au Canada et dans le monde.

Dire au revoir à Hugh Segal, c'est du même coup souhaiter la bienvenue à Mel Cappe. Cet ancien sous-ministre, greffier du Conseil privé et haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni nous a vite convaincus de son enthousiasme pour le rayonnement de l'IRPP. Nul

doute que la diversité de ses relations au Canada et dans le monde enrichira sa contribution à l'IRPP et au débat sur les politiques canadiennes. Nous sommes ravis de l'accueillir parmi nous.

À noter enfin que, en conformité avec la tradition de non-partisanerie de l'IRPP, j'ai quitté la présidence du Conseil en avril 2006 pour participer à la course à la direction du Parti libéral du Canada. Je me suis acquitté avec un immense plaisir des responsabilités de ce poste et je suis enchanté de compléter mon mandat d'administrateur qui se termine en juin 2007.

Je suis remplacé par la vice-présidente du Conseil, **Janice MacKinnon**, élue présidente pour un mandat de trois ans. **Graham Scott**, notre nouveau vice-président, a de même été élu pour trois ans. Pour sa part, **Kiki Delaney** a vu son mandat d'administratrice et de présidente du Comité d'investissement renouvelé pour un second mandat de quatre ans. Denis Stairs, président du Comité de recherche, quitte le Conseil après huit années de service, mais il restera au comité sans être administrateur. Enfin, **Yvan Bourdeau**, chef de la direction de BMO Nesbitt Burns et du groupe Services d'investissement de cette société, a accepté de se joindre au Conseil pour un mandat d'administrateur de quatre ans.

Hon. Bob Rae
P.C., O.C., Q.C.
Président du Conseil d'administration

rapport du président

C'est avec gratitude et tristesse que je soumetts ici mon dernier rapport en tant que président de l'IRPP. Pour sept années de collaboration et de soutien, je suis d'abord très reconnaissant à mes collègues du personnel et du Conseil de l'IRPP – à tous et à toutes sans exception –, grâce à qui nous avons accompli de grands progrès sur des questions cruciales pour l'avenir du Canada. Mais je suis aussi attristé de mettre fin à une extraordinaire période de ma propre carrière, qui m'a permis de travailler avec des gens d'une intelligence, d'une compétence et d'une ouverture d'esprit remarquables.

L'IRPP et ceux qui en forment les réseaux intellectuel et politique – ici comme à l'étranger, dans les secteurs public et privé, parmi les spécialistes du monde universitaire et des politiques publiques – m'ont appris à rechercher l'équilibre entre une solide recherche empirique, un débat franc et informé ainsi que le triple engagement d'experts, d'universitaires et d'étudiants, cet équilibre étant indispensable à la qualité des politiques publiques d'un pays. L'IRPP constitue un poste d'observation privilégié d'où j'ai pu – en tant qu'universitaire, chercheur, ancien fonctionnaire et analyste des médias – participer constructivement aux débats publics. Et puisque l'Institut aborde chaque domaine de recherche sans idées préconçues ni partis pris idéologiques, il a cette capacité unique d'éclairer tous les débats sans les infléchir d'aucune façon. C'est là un des principaux éléments qui démarquent l'IRPP de nombreux autres instituts de recherche impliqués dans les politiques publiques.

Depuis ma nomination à la présidence de l'Institut en juin 1999, notre organisme a tenu 124 événements parmi lesquels des conférences, des ateliers de travail, des repas-causeries, des lancements de livres et des colloques. Je suis particulièrement heureux que nous ayons pu collaborer pour bon nombre de ces rencontres avec des institutions nationales et internationales comme le Woodrow Wilson Center à Washington, l'OCDE, le John Goodwin Tower Center for Political Studies de la Southern Methodist University à Dallas, le Centre for Managing Security in Transitional Societies du Royaume-Uni et le El Colegio de México. Nous avons aussi collaboré avec des organismes canadiens de premier plan comme la Fondation Trudeau à Montréal et le Global Studies Centre à Victoria, de même qu'avec un grand nombre d'universités du pays dont l'Université de Dalhousie, l'Université Laval, l'Université Queens et l'Université de Toronto (École de droit et Munk Centre for International Studies), ainsi que les universités du Manitoba, de Calgary, de la Colombie-Britannique et Simon Fraser. Nous avons tenu des événements dans la plupart des grands centres canadiens (Montréal, Québec, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Calgary et

Vancouver) et dans plusieurs villes d'Amérique du Nord, notamment au Texas, à Washington, DC, et à Mexico.

En termes de **parutions**, nous avons publié un total de 110 études, qu'il s'agisse de recherches menées dans le cadre de nos séries *Enjeux publics* et *Choix*, de Documents de travail ou de monographies, sans compter les numéros mensuels d'*Options politiques*. Un rythme de parution et d'activité maintenu pendant l'exercice 2005-2006, comme en témoignent les 620 mentions de nos travaux dans les médias et la publication de 13 études *Enjeux publics* et *Choix*, de deux monographies et de plusieurs Documents de travail et actes de conférence. Nous avons par ailleurs commandité 23 événements tenus à Vancouver, Toronto, Ottawa, Montréal et Québec. Du côté de notre site Web, nous avons enregistré le nombre record de 1 074 559 téléchargements, dont quantité d'articles d'*Options politiques*, ce qui représente une affluence de 263 378 visiteurs.

Je me réjouis en particulier du succès de notre Programme de priorités pour le Canada, lancé en janvier 2006 à l'occasion d'un atelier d'experts et de chercheurs réunis pour examiner les priorités du pays en matière de politiques publiques. Les conclusions de cet atelier ont fait l'objet du **numéro entièrement bilingue d'avril-mai d'Options politiques**. En mars, le précédent numéro avait proposé une **entrevue avec le nouveau premier ministre** (et ancien membre du Conseil de l'IRPP) réalisée par le rédacteur en chef de la revue L. Ian MacDonald, qui constituait le premier entretien en tête-à-tête avec Stephen Harper depuis son élection en janvier 2006. Un exploit venu confirmer à quel point la revue s'est rapprochée de l'actualité sous la direction de M. MacDonald.

Sur le « marché des idées », peu de créneaux offrent autant de liberté, de choix, de plateformes et de possibilités de diffusion que l'IRPP, comme on l'avait souligné en mai 2002 lors des **célébrations du trentième anniversaire de l'Institut** tenues en présence de Adrienne Clarkson, devant un vaste auditoire de fonctionnaires et de dirigeants du domaine politique, du monde des affaires, des milieux diplomatiques et du secteur militaire.

À l'examen des multiples activités menées sous ma présidence et de la diversité des travaux dont hérite notre nouveau président Mel Cappe, nul doute que l'IRPP est aujourd'hui en excellente position pour enrichir sa contribution aux débats à venir sur les enjeux qui concernent le Canada et le monde. Car tout au long des sept dernières années, nos recherches et colloques ont influé sur l'évolution des politiques canadiennes touchant la réforme démocratique, la qualité des services de garde, les temps d'attente liés aux soins de santé, la sécurité et la défense nationale, la restructuration des politiques fiscales, économiques et sociales ainsi que les questions relatives à l'intégration nord-américaine.

L'IRPP a fait de l'excellent travail sur la sécurité nationale et l'interopérabilité militaire (dans le cadre d'un programme rebaptisé « **Défense, diplomatie et développement** » pour mieux traduire les défis nationaux et mondiaux dégagés par le Conseil). Nous avons bénéficié sur ce thème du formidable soutien de Denis Stairs, qui a présidé le Comité de recherche du Conseil, d'Ann Fitz-Gerald (du Royal Military College of Science à Shrivensham), de Don Macnamara

rapport du président

(Université Queens) et de Joel Sokolsky (Collège militaire royal du Canada). Je ne saurais ici m'attribuer le moindre mérite personnel.

La portée des travaux et l'influence de l'IRPP ont ainsi progressé grâce au concours d'une impressionnante variété d'universitaires d'ici et d'ailleurs, d'arbitres éclairés et de pairs examinateurs, sans compter l'équipe éminemment compétente du personnel de l'Institut. J'ai eu l'immense privilège de collaborer avec chacun d'eux et de bénéficier tout à la fois de leur savoir et de leur rigueur, de la noblesse de leurs idéaux et de leur sens pratique. Je me réjouis enfin de l'avancée des recherches que nous avons planifiées pour la période à venir, et d'autant plus que le Conseil a judicieusement approuvé pour le prochain exercice un budget qui accordera à notre nouveau président toute liberté d'établir son propre programme d'innovations et d'initiatives.

J'aimerais exprimer ma plus vive reconnaissance à tous ceux et à toutes celles qui ont répondu à mes appels, accepté les mandats de recherche les plus variés, enrichi les projets que j'ai mis de l'avant et manifesté la rigueur indispensable à l'exécution de nos travaux. Je remercie tout spécialement notre ancienne présidente Monique Jérôme-Forget, qui m'a légué une équipe exceptionnelle et une organisation en parfaite santé financière lorsqu'elle a quitté l'IRPP pour s'engager dans la vie publique.

Quant au président du Conseil Bob Rae, qui fut donc mon patron durant l'essentiel de ma présidence, il m'a été un inestimable conseiller et mentor par la justesse et la pondération de ses analyses. Le hasard veut que nous quittions tous deux nos fonctions au même moment, mais je ne m'étonne aucunement qu'il veuille encore mieux servir notre pays et ses propres concitoyens.

France St-Hilaire, vice-présidente à la recherche, et Suzanne Ostiguy McIntyre, vice-présidente aux opérations et secrétaire du Conseil, ont conjointement élaboré et soutenu l'architecture intellectuelle et opérationnelle de l'Institut. Sans leur persévérance, leur discernement et leur dévouement, jamais la mission, le rayonnement et la production de l'IRPP n'auraient connu la progression des sept dernières années. L'efficacité d'un organisme tel que l'IRPP doit beaucoup à ses idées, activités et publications, mais plus encore à l'attention aux détails, à la cohérence budgétaire, au suivi administratif et, surtout, à une rigoureuse méthodologie. En tous ces domaines, nos deux collaboratrices ont défini des normes exemplaires.

On me permettra ici de remercier tout particulièrement mon adjointe administrative, Caterina Ciavaglia, précieuse interlocutrice pour la majorité de nos communications et appels. À l'IRPP, elle avait auparavant été réceptionniste, aide-comptable et responsable des abonnements à Options politiques. Et comme c'est souvent le cas à l'Institut, elle a dû faire preuve d'une grande polyvalence jusqu'à la toute fin. Je l'ai en effet convaincue de m'accompagner dans mes nouvelles fonctions, et j'ai tenu à souligner à quel point l'IRPP avait bénéficié de sa compétence et de son dévouement.

L'Institut change de direction en une période très fertile en développements politiques nationaux et internationaux. Je félicite le Comité de recherche du Conseil d'avoir choisi en Mel Cappe un candidat aussi exceptionnel par son calibre, sa vaste expérience et l'ampleur de ses connaissances. Compte tenu de l'expérience qu'il a acquise aux postes de greffier du Conseil privé et de haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni, de même qu'au sein de nombreux ministères et de la Banque du Canada, le nouveau président de l'IRPP figurait parmi le groupe restreint des personnalités susceptibles de renforcer le fonctionnement de l'IRPP. Rarement nomination a-t-elle été plus inspirée.

Il ne fait aucun doute à mes yeux que le rayonnement et la pertinence des idées, des analyses et des recherches de l'IRPP éclipsent au cours de la prochaine décennie tout ce qui a pu s'accomplir pendant ces merveilleuses années où j'ai eu le privilège de collaborer avec une équipe remarquable.



Hon. Hugh Segal, C.M.
Président de l'IRPP,
1999-2006
Montréal



le canada et le monde

DÉFENSE, DIPLOMATIE ET DÉVELOPPEMENT

Directeur de recherche : Hugh Segal

Les questions militaires et la politique de défense ont occupé en 2005-2006 une place prépondérante sur l'échiquier national. L'expansion du déploiement canadien dans la région afghane de Kandahar a obligé le pays à y évaluer ses obligations humanitaires et nationales et à déterminer comment ses forces armées pouvaient les renforcer. L'IRPP a activement stimulé et informé ce débat à l'aide d'une série d'études et de conférences.

Avant le grand déploiement en Afghanistan, l'Institut a publié plusieurs études visant à expliquer la politique canadienne des 3-D (diplomatie, défense et développement) dans cette région. Par suite d'une conférence tenue en mai 2005 à l'Université de Waterloo sur le thème « **Canada in Afghanistan: Assessing the 3-D Approach** », Julian Wright a rédigé un rapport offrant une analyse éclairée des premiers succès de cette opération et des défis soulevés par une stratégie 3-D en voie d'implantation. Il est revenu sur la question en janvier 2006 dans une étude portant cette fois sur le Kosovo et intitulée **Lost In Transition: Canada and the Search for a 3-D Solution in Kosovo**. Coïncidant avec le regain d'intérêt international pour les Balkans suscité par la mort de Slobodan Milosevic, cette étude est venue rappeler les défis liés aux opérations 3-D menées dans la région par le Canada et ses alliés.

Le rôle du Canada sur le plan international est l'objet d'une monographie intitulée **Geopolitical Integrity**, publiée sous la direction de Hugh Segal. Cet ouvrage regroupe une série d'études appelant à raffermir notre engagement en faveur de nos forces armées et de notre sécurité nationale, et à jouer un rôle plus actif sur l'échiquier mondial. L'une des principales questions traitées dans cet ouvrage – la gestion et la promotion de la coopération civile-militaire lors des missions à l'étranger – est devenue le thème central d'une conférence de l'IRPP intitulée « **États fragiles, conflits et catastrophes : un défi pour les relations entre les forces armées et les ONG** ». Tenue en juin 2005, soit deux mois avant le déploiement de secours du DART consécutif au séisme en Asie du Sud et six mois avant le début du mandat de l'Équipe provinciale de reconstruction à Kandahar, cette conférence s'est révélée particulièrement opportune.

L'IRPP s'est aussi intéressé aux institutions et commandements militaires du pays en évaluant les équipements qui nous permettent de déployer nos forces à l'étranger. En septembre 2005, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a publié un rapport sur les faiblesses de l'armée canadienne. Reconnaisant la nécessité d'un examen interne en la matière, l'IRPP a co-commandité une conférence intitulée « **The New Defence Agenda: Transforming National Defence Administration** ». Hugh Segal a également prononcé plusieurs allocutions au cours de l'année sur le rendement et l'orientation du processus d'approvisionnement du Canada.

Dans un monde toujours plus incertain, notre pays devra consacrer du temps et des ressources plus nombreuses à ses programmes de défense et de sécurité nationale. L'IRPP continuera d'alimenter le débat à mesure que se développeront les grands défis à ce chapitre, au pays comme à l'étranger.

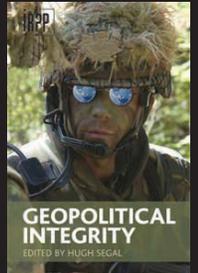
PUBLICATIONS

« **Lost in Transition: Canada and the Search for a 3-D Solution in Kosovo** »

Julian Wright
Enjeux publics, janvier 2006

Geopolitical Integrity

Hugh Segal (éd.)
Monographie, avril 2005



ÉVÈNEMENTS

Déjeuner-causerie : « The Democracy Experiment in Iraq »

L'hon. Bob Rae
Date : 13 février 2006
Lieu : Toronto, Ontario

Conférence : « The New Defence Agenda: Transforming National Defence Administration »

Co-commanditée par l'IRPP
Date : 6 avril 2005
Lieu : Ottawa, Ontario

Déjeuner-causerie : « Canada in the World: Where to Now? »

Michael Ignatieff
Date : 28 novembre 2005
Lieu : Toronto, Ontario

Conférence : « États fragiles, conflits et catastrophes : un défi pour les relations entre les forces armées et les ONG »

Date : 7 juin 2005
Lieu : Ottawa, Ontario

Conférence : « Integration in North America: Dialogue, Political Cooperation and Institutions »

Co-commanditée par l'IRPP
Date : 11-12 avril 2005
Lieu : Mexico, Mexique



le canada et le monde

POLITIQUE RELATIVE À L'IMMIGRATION ET AUX RÉFUGIÉS
Directrice de recherche : Geneviève Bouchard

Depuis le 11 septembre 2001, le Canada a adopté de nouvelles mesures antiterroristes et renforcé l'ensemble de ses politiques de sécurité. En vigueur depuis juin 2002, la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* permet par exemple au gouvernement d'arrêter, de détenir et d'expulser des étrangers pour raisons de sécurité nationale.

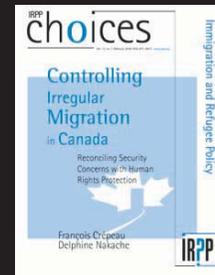
Quant aux certificats de sécurité, ils autorisent la détention illimitée de ressortissants étrangers censés représenter une menace à la sécurité du Canada. Certains experts soutiennent que ces nouvelles mesures érodent les droits fondamentaux des étrangers inscrits dans la Charte canadienne des droits et libertés. La nécessité d'assurer la sécurité nationale tout en respectant les droits de la personne soulève ainsi des défis largement commentés dans les médias. En témoigne le récent exemple de l'affaire Charkaoui, un étranger détenu en vertu d'un certificat de sécurité qui a finalement obtenu le droit d'être entendu par la Cour suprême.

Ces questions ont été explorées dans une étude de François Crépeau et Delphine Nakache intitulée « **Controlling Irregular Migration: Reconciling Security Concerns with Human Rights Protection** ». Les auteurs y examinent le régime de migration canadien ainsi que les disparités entre les contrôles gouvernementaux et les dispositions de protection des droits fondamentaux. Ils soutiennent que les tribunaux joueront un rôle clé dans l'élaboration des politiques visant à concilier ces deux aspects. Par suite de la publication de cette étude, l'IRPP a organisé un débat d'experts à Montréal et à Toronto dans le cadre de déjeuners-causeries.

PUBLICATIONS

« **Controlling Irregular Migration in Canada: Reconciling Security Concerns with Human Rights Protection** »

François Crépeau, Delphine Nakache
Choix, février 2006



ÉVÉNEMENTS

Déjeuner-causerie : « **Controlling Irregular Migration: Reconciling Security Concerns with Human Rights Protection** »

François Crépeau, Delphine Nakache, Susan Davis et Stéphane Roussel

Date : 10 avril, 2006

Lieu : Montréal, Québec

Déjeuner-causerie : « **Controlling Irregular Migration: Reconciling Security Concerns with Human Rights Protection** »

François Crépeau, Delphine Nakache, Susan Davis et Wesley Wark

Date : 4 avril 2006

Lieu : Toronto, Ontario



le canada et le monde

DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE INTERNATIONAL
Directeur de recherche : George Perlin

Lancé en 2002, le programme de recherche **Développement démocratique international** s'intéresse aux moyens permettant au Canada de contribuer plus efficacement à l'effort collectif international en matière de développement démocratique, de même qu'aux meilleures pratiques touchant la prestation de cette aide.

le canada et le monde

DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE INTERNATIONAL

Diverses publications issues de ce programme se sont révélées fort à propos. Début 2005, le gouvernement fédéral publiait son Énoncé de politique internationale (ÉPI), qui met notamment l'accent sur une saine gouvernance dont la définition englobe les efforts de démocratisation, les droits de la personne et la création par le secteur public d'institutions et de capacités. Concrètement, l'expertise canadienne a été mise à profit en 2005 dans des pays où de nombreux obstacles entravent le développement démocratique. C'est ainsi que le directeur général des élections du Canada, Jean-Pierre Kingsley, a présidé la Mission internationale pour des élections en Irak. Bon nombre d'ONG canadiennes, dont le Forum des fédérations, ont aussi conseillé les autorités irakiennes.

Dans le cadre de ce programme de recherche, l'IRPP a publié en 2005-2006 quatre études qui traitent selon différents points de vue de l'importance accordée au développement démocratique dans la politique étrangère du Canada et qui s'interrogent sur l'intégration des valeurs canadiennes en matière de gouvernance à nos activités internationales.

Ce programme a aussi donné lieu à un atelier d'une journée, organisé en août 2005, qui a réuni à Ottawa des intervenants d'ONG du secteur de l'aide internationale à une saine gouvernance, lesquels ont dit avoir apprécié cette occasion d'échanger les leçons tirées de leurs projets respectifs. La rencontre a fait l'objet d'un **rapport publié sur le site Web de l'IRPP**, accompagné d'un résumé de George Perlin. Parallèlement, l'IRPP a publié deux études de cas offrant d'importantes réflexions sur l'expérience des intervenants canadiens et les problèmes qu'ils rencontrent.

À la suite de cet atelier, plusieurs ONG ont tenu des rencontres visant à créer un réseau susceptible de renforcer la capacité du Canada de produire des programmes efficaces en matière de saine gouvernance, de développement démocratique et de droits de la personne. Le principal objectif de ce réseau, dans lequel George Perlin joue un rôle déterminant, consiste à mobiliser les appuis à une programmation intégrée qui favorisera le développement social, économique et politique grâce au renforcement de l'ensemble des systèmes de gouvernance.

PUBLICATIONS

« The Role of NGOs in International Democratic Development »

Ann Masson, Robert Miller
Rapport spécial, novembre 2005

« Hard Choices, Good Causes: Exploring Options for Canada's Overseas Democracy Assistance »

Lisa McIntosh Sundstrom
Enjeux publics, septembre 2005



« The Democracy Canada Institute: A Blueprint »

Thomas S. Axworthy, Leslie Campbell, David Donovan
Document de travail, mai 2005

« Human Rights and Democracy: Issues for Canadian Policy in Democracy Promotion »

Nancy Thede
Enjeux publics, mai 2005

« Democracy and Peace-Building »

Jane Boulden
Enjeux publics, avril 2005

« Democracy and Economic Development »

David Gillies
Enjeux publics, avril 2005



croissance économique et progrès social

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET PROGRÈS SOCIAL

Directrice de recherche : France St-Hilaire

Les derniers budgets fédéraux ont témoigné du spectaculaire redressement des finances publiques canadiennes et de la remarquable performance financière du pays en regard de la conjoncture internationale. Grâce aux politiques budgétaires adoptées au milieu des années 1990, le Canada est aujourd'hui le seul pays du G7 qui enregistre régulièrement un excédent financier et celui dont la dette publique nette est la plus faible.

croissance économique CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET PROGRÈS SOCIAL

Ces succès nous ont assuré une solide base financière pour affronter les conséquences économiques et sociales du vieillissement démographique, bien que les autres pays du G7 restent généralement aux prises avec d'importants déficits et que le fardeau de leur dette continue de s'alourdir. Or, leur réaction et les mesures qu'ils choisiront pour relever les défis à venir et préparer l'inévitable tournant démographique auront de profondes répercussions sur leurs sociétés et leurs économies, mais aussi sur la formation de capital et la croissance économique mondiale.

Afin d'examiner ces enjeux selon une perspective internationale, l'IRPP a collaboré avec le John Goodwin Tower Center for Political Studies de la Southern Methodist University et le Woodrow Wilson International Center à l'organisation d'un colloque international sur la viabilité budgétaire des pays du G7. Tenue en juin dernier à Washington, cette rencontre de deux jours a attiré des experts et des universitaires de chaque pays ainsi que d'éminents spécialistes de plusieurs banques centrales et ministères des Finances, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Commission européenne. Reprenant ses travaux sur les causes et les effets des succès canadiens, Tom Courchene y a fait le point sur la situation de notre pays tandis que Kevin Lynch, ancien sous-ministre des Finances et directeur administratif du FMI, y est allé d'observations complémentaires. Les **actes du colloque et les observations** ont été affichés sur le site Web de l'Institut, et certaines des communications de la rencontre paraîtront plus tard cette année dans une revue internationale.

ÉVÉNEMENTS

Colloque : « The Long-Term Budget Challenge: Public Finance and Fiscal Sustainability in the G-7 »

Co-commandité par l'IRPP

Date : 2-4 juin 2005

Lieu : Washington, DC, É.-U.

PUBLICATIONS

Balanced Budgets: A Canadian Fiscal Value

Thomas J. Courchene

Juin 2005

Accountability and Federalism in the Era of Federal Surpluses: The Paul Martin Legacy. Part II

Thomas J. Courchene

Working Paper

Février 2006





croissance économique et progrès social

POLITIQUE FAMILIALE

Directrice de recherche : Sarah Fortin

Cette année était censée marquer un tournant au chapitre de la politique canadienne de garde à l'enfance. Tout indiquait qu'un réseau national de services de garde, dont la promesse remontait à plus de 20 ans, allait se concrétiser par suite de l'engagement fédéral dans son budget du printemps 2005 d'y investir 5 milliards de dollars étalés sur cinq ans.

croissance économique POLITIQUE FAMILIALE et progrès social

Dans les mois suivants, Ottawa a signé à cet effet des ententes avec les provinces, mais la chute du gouvernement libéral minoritaire en novembre et l'élection d'un gouvernement conservateur minoritaire en janvier sont venues modifier radicalement l'orientation de cette politique, le nouveau gouvernement privilégiant des paiements directs aux familles plutôt que les transferts aux provinces. Entre-temps, le gouvernement du Québec tentait d'imposer d'importantes réformes à son propre système de garde et s'est heurté durant tout l'automne à une vive opposition.

Au cœur de ce débat très controversé, la publication d'une étude intitulée « **La qualité, ça compte ! Résultats de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec concernant la qualité des services de garde** », d'abord en français puis en anglais, a suscité passablement d'intérêt dans la population et les médias du pays. Il faut dire que cette étude de Christa Japel, Richard E. Tremblay et Sylvana Côté met en lumière des écarts de qualité troublants dans les services de garde du Québec.

Le Québec a innové en matière de services de garde avec l'adoption en 1998 d'un programme universel, réglementé et abordable. Il sert d'exemple à d'autres provinces et à de nombreux intervenants, et son système – qui totalise aujourd'hui 200 000 places – est souvent présenté comme un modèle. Mais en soulevant la question de la qualité, l'étude de l'IRPP est venue rappeler que la quantité ne suffit pas. Ses auteurs révèlent notamment que les enfants de milieux socio-économiques défavorisés sont moins susceptibles de fréquenter les garderies, et qu'ils bénéficient le cas échéant de services d'une qualité sensiblement inférieure que celle des enfants de familles plus privilégiées.

Pour faire le point sur les défis que doivent encore relever le Québec et le Canada en matière de garde des jeunes enfants, l'auteure Christa Japel et la directrice de recherche Sarah Fortin ont commenté à maintes reprises les conclusions de cette étude auprès des médias et autres groupes intéressés. Et pour étoffer le débat, l'IRPP a organisé une table ronde de concert avec le Human Early Learning Partnership, un institut de recherche rattaché à l'Université de la Colombie-Britannique. Tenue en mars 2006, cette rencontre, intitulée « Early Childhood Development and Child Care: What Do We Know? », a réuni des spécialistes de tout le pays et attiré plus de 100 personnes.

PUBLICATIONS

« **Quality Counts!** »

Christa Japel, Richard E. Tremblay, Sylvana Côté
Choix, décembre 2005

« **La qualité, ça compte !** »

Christa Japel, Richard E. Tremblay, Sylvana Côté
Choix, octobre 2005



ÉVÉNEMENTS

Table ronde : « **Early Childhood Development and Child Care: What do we know?** »

Organisée de concert avec le Human Early Learning Partnership (HELP)

Date : 27 mars 2006

Lieu : Vancouver, Colombie-Britannique



croissance économique et progrès social

SANTÉ ET POLITIQUES PUBLIQUES

Directrice de recherche : France St-Hilaire

De nombreux groupes d'experts, conseils consultatifs et commissions gouvernementales, tant au niveau fédéral que provincial, ont produit ces dernières années quantité de rapports sur la réforme des soins de santé. La question n'en reste pas moins une préoccupation de premier plan pour les Canadiens, et pour une excellente raison.

Elle résiste en effet à l'application de solutions faciles et de modèles étrangers, d'autant qu'elle se complexifie chaque jour avec le vieillissement démographique et l'émergence de nouvelles technologies.

C'est pourquoi la politique sur les soins de santé a toujours mobilisé les efforts de l'IRPP, qui continue d'être très actif sur la question. Cette année, nous avons tout particulièrement exploré les données disponibles et les analyses empiriques pour comprendre les répercussions de certaines mesures novatrices sur la prestation des services médicaux. L'Institut a fait équipe avec le Centre for Health Services and Policy Research, le John Deutsch Institute for the Study of Economic Policy et la School of Policy Studies de l'Université Queen's, afin d'organiser une importante conférence multidisciplinaire. Tenue à Kingston en novembre 2005, cette rencontre a traité d'une grande variété de thèmes parmi lesquels les effets de la régionalisation, les services de délistage, l'assurance-maladie privée, la gestion des ressources humaines, la santé publique, le prix des médicaments et l'assurance. Une séance complète a notamment été consacrée au récent jugement de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli. Les actes de la conférence ont paru sur le site Web de l'Institut et seront publiés en cours d'année conjointement avec le John Deutsch Institute.

Tout en s'éloignant quelque peu des analyses à caractère empirique généralement publiées par l'IRPP, le document, intitulé *Riding the Third Rail: The Story of Ontario's Health Services Restructuring Commission, 1996-2000*, offre un compte rendu de première main des travaux de cette commission, rédigé par trois des experts ayant directement participé au processus : Duncan Sinclair, Mark Rochon et Peggy Leatt. L'évaluation approfondie qu'ils font de cette expérience de réforme unique dresse un tableau complet des leçons qu'ils en ont tirées, des réflexions qu'ils ont réunies et des connaissances qu'ils ont acquises sur le fonctionnement du système. Sans doute ce document se révélera-t-il fort utile en d'autres circonstances et en d'autres lieux, à mesure que progressera le processus de réforme de notre système de santé.

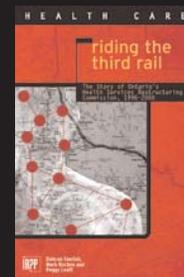
PUBLICATIONS

« Planning for the Next Pandemic Threat: Defining the Federal Role in Public Health Emergencies »

Kumanan Wilson, Harvey Lazar
Enjeux publics, novembre 2005

Riding the Third Rail: The Story of Ontario's Health Services Restructuring Commission, 1996-2000

Duncan Sinclair, Mark Rochon, Peggy Leatt
Monographie, août 2005



ÉVÉNEMENTS

Conférence : « Health Services Restructuring: New Evidence and New Directions »

Date : 17-18 novembre 2005

Lieu: Kingston, Ontario

Conjointement organisée avec le John Deutsch Institute

Débat d'experts et lancement de livre : « Riding the Third Rail: The Story of Ontario's Health Services Restructuring Commission, 1996-2000 »

Date : 18 août 2005

Lieu : Toronto, Ontario



croissance économique et progrès social

PROGRAMME DE PRIORITÉS POUR LE CANADA
Directeurs de recherche : France St-Hilaire, Jeremy
Leonard et Christopher Ragan (Université McGill)

Depuis les travaux de la Commission MacDonald il y a 20 ans, les Canadiens ont eu peu d'occasions d'engager un véritable débat sur les perspectives économiques et sociales de leur pays.

croissance économique PROGRAMME DE PRIORITÉS POUR LE CANADA et progrès social

Même la récente campagne électorale fédérale, qui a pourtant mis en évidence de réelles différences entre certaines propositions des partis, a suscité peu de visions contradictoires sur les grands défis politiques du Canada pour les années à venir. C'est pourquoi l'IRPP a lancé le Programme de priorités pour le Canada, un nouveau projet ayant pour objectif d'enclencher sur une vaste échelle un débat public informé sur les choix et priorités politiques du pays.

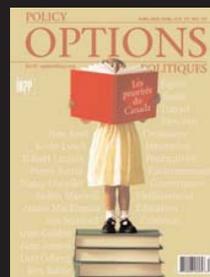
Pour la première phase du projet, l'IRPP a réuni en janvier 2006 un groupe d'éminents experts en vue de recenser les défis politiques majeurs du Canada selon leur importance relative par rapport au mieux-être économique et social du pays ainsi que la possibilité de les relever à l'aide de mesures précises. Les conclusions de cette rencontre, accompagnées des trois principales priorités retenues par chacun des participants, ont été publiées dans le **numéro d'avril d'Options politiques**. Publié la même semaine que le discours du Trône et quelques semaines avant le dépôt du premier budget du nouveau gouvernement conservateur, ce numéro spécial a suscité un vif intérêt et a été repris dans l'analyse du budget fédéral du *Globe and Mail*. Les priorités que cet exercice a permis de dégager contribueront à définir l'ordre du jour des travaux de l'Institut en vue de la deuxième phase du projet, prévue pour 2006-2007.

ÉVÉNEMENTS

Réunion des « programmeurs » : Programme de priorités pour le Canada

Janvier 2006

Montréal





la gouvernance au XXI^e siècle

RENFORCER LA DÉMOCRATIE CANADIENNE
Directrice de recherche : Geneviève Bouchard

La réforme démocratique figure depuis bon nombre d'années parmi les priorités de plusieurs provinces canadiennes. Plus récemment, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont adopté le principe des scrutins à date fixe, cette dernière province ayant tenu le 17 mai 2005 des élections à une date établie par la loi. Une première au Canada. Dans une étude intitulée « [Fixing Canada's Unfixed Election Dates: A Political Season to Reduce the Democratic Deficit](#) », Henry Milner s'est intéressé à cette question.

la gouvernance

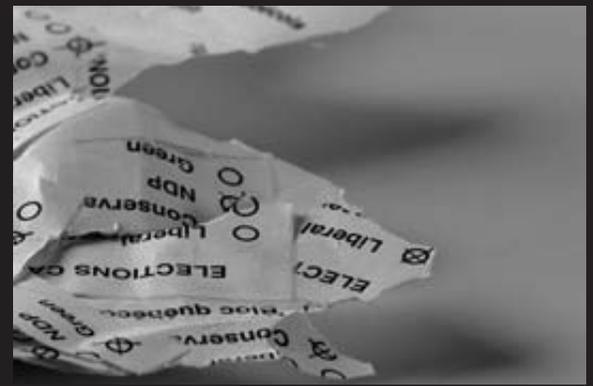
RENFORCER LA DÉMOCRATIE CANADIENNE

au XXI^e siècle

L'auteur révèle qu'un quart seulement des 40 démocraties qu'il a étudiées tiennent leur scrutin à des dates aléatoires, ce qui place le Canada en porte-à-faux par rapport à la majorité des pays démocratiques du monde. D'autant que les scrutins à date fixe pourraient selon lui constituer un important élément d'une stratégie globale de réduction du déficit démocratique.

Un déficit dont l'un des signes les plus révélateurs est la chute de la participation électorale observée dans de nombreuses démocraties, y compris au Canada, où elle a baissé de 77 p. cent en 1988 à 64,9 p. cent en 2006. Ce qui est plus inquiétant encore, c'est que la participation des moins de 30 ans est inférieure à la moyenne nationale. Dans une seconde étude sur le sujet, Milner propose une série de recommandations. Il préconise avant tout de mettre en place des cours d'éducation civique pour développer les connaissances politiques des jeunes en vue d'accroître leur participation aux scrutins. Il examine aussi d'autres mesures comme la représentation proportionnelle et l'abaissement à 16 ans de l'âge de voter.

C'est sur un thème connexe, celui de la participation civique, que s'est tenue une importante conférence intitulée « **Responsabilité citoyenne et service public : crise ou défi ?** », un projet mené en collaboration avec la Fondation Trudeau. Plus de 150 personnes de tous horizons se sont réunies au Glendon College, à Toronto, pour discuter de l'engagement civique des citoyens comme fondement de la société. Les participants se sont interrogés sur la baisse de la participation électorale mais aussi du nombre de citoyens intéressés à faire œuvre utile en politique, dans les groupes religieux, les universités, les fondations et autres organismes publics. Plusieurs des communications présentées lors de cette conférence seront publiées dans les mois à venir dans le cadre du programme Renforcer la démocratie canadienne.



PUBLICATIONS

« The Reform of Democratic Institutions: What Do Political Candidates Think? »

Jerome H. Black, Bruce M. Hicks
Enjeux publics, mars 2006

« Fixing Canada's Unfixed Election Dates: A 'Political Season' to Reduce the Democratic Deficit »

Henry Milner
Enjeux publics, décembre 2005

« Are Young Canadians Becoming Political Dropouts? A Comparative Perspective »

Henry Milner
Choix, juin 2005

la gouvernance

RENFORCER LA DÉMOCRATIE CANADIENNE

au XXI^e siècle

De leur côté, Jerome H. Black et Bruce M. Hicks ont abordé la question du déficit démocratique sous un autre angle en analysant les résultats des sondages menés auprès des candidats et du grand public. Selon cette étude réalisée en mars 2006, les candidats aux élections se disent favorables à bon nombre de réformes démocratiques, y compris les scrutins à date fixe et la multiplication des votes libres. Mais la polarisation est plus forte sur la nécessité de modifier le système électoral. Les auteurs évaluent aussi dans quelle mesure l'avis des candidats correspond à celui de l'ensemble de la population. À ce chapitre, le NPD, le Parti vert et le Bloc québécois sont particulièrement susceptibles de se ranger du côté de l'opinion publique, tandis que les candidats conservateurs sont plus souvent en désaccord avec la population. Tout en soulignant d'intéressants écarts entre les vues des partis politiques, cette étude confirme le désir de réformer la démocratie canadienne.

Le thème du déficit démocratique a également été abordé lors d'une table ronde sur la Commission Gomery. Les participants ont discuté du mandat et des recommandations de la Commission, ainsi que du projet de loi sur l'imputabilité lancé par le gouvernement conservateur. Les questions de l'évolution des relations (les rôles et les responsabilités) entre les hauts fonctionnaires et les ministres, et des changements qu'une nouvelle loi sur l'imputabilité pourrait apporter sur ce plan, ont été examinées. Plusieurs invités de marque ont participé, dont James Ross Hurley (ancien conseiller constitutionnel, Bureau du Conseil privé), Arthur Kroeger (ancien sous-ministre) et Warren Allmand (ancien ministre). Ned Franks (Université Queen's) était le conférencier d'honneur.

ÉVÉNEMENTS

Débat : « The Reform of Democratic Institutions: What Do Political Candidates Think? »

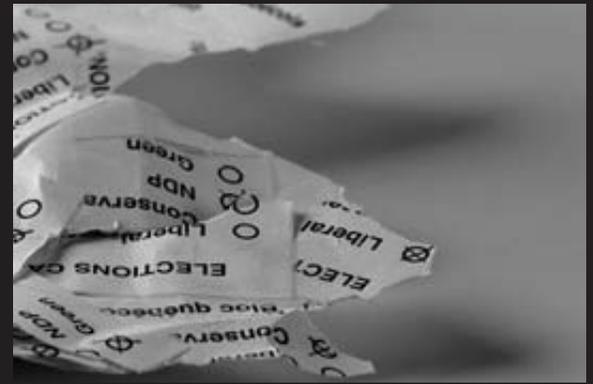
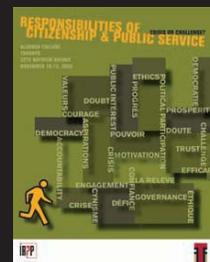
Jerome H. Black, Bruce M. Hicks, William Cross et Henry Milner
8 mai 2006
Ottawa, Ontario

Table ronde : « The Gomery Commission and Government Accountability: Mandate, Recommendations and Next Steps »

Présidée par Peter Aucoin
27 avril 2006
Ottawa, Ontario

Conférence : « Responsabilité citoyenne et service public : crise ou défi ? »

Date : 10-12 novembre 2005
Lieu : Toronto, Ontario
Organisée conjointement avec la Fondation Trudeau





la gouvernance au XXI^e siècle

FÉDÉRALISME CANADIEN

Directrice de recherche : France St-Hilaire

La question du fédéralisme est aussi récurrente dans le débat politique canadien qu'elle est inévitable. Et l'année écoulée n'a fait que confirmer cette règle. Une fois élu en juin 2004, le premier ministre Paul Martin a entamé son mandat de spectaculaire façon en signant avec les provinces et territoires des ententes de 10 ans sur les soins de santé et la péréquation.

la gouvernance FÉDÉRALISME CANADIEN au XXI^e siècle

En assurant la stabilité et la prévisibilité du financement fédéral, ces nouvelles ententes de transfert devaient mettre fin à 20 ans de relations acrimonieuses entre les deux ordres de gouvernement. Mais le nouveau cadre de péréquation et les accords bilatéraux sur les ressources extra-côtières conclus avec deux provinces de l'Atlantique ont plutôt ravivé les tensions régionales. D'autres provinces ont réclamé des ententes analogues sur leurs revenus, tandis que l'Ontario lançait une campagne sur l'« écart fiscal » qui mettait en cause l'ampleur et l'équité de la redistribution qu'opère Ottawa.

Entre-temps, le fonctionnement interne du fédéralisme fiscal était scruté à la loupe par deux groupes d'experts (le Groupe d'experts sur la péréquation et la formule de financement des territoires, mis sur pied par le ministère fédéral des Finances, et le Comité consultatif sur le déséquilibre fiscal du Conseil de la fédération), chargés de proposer les futures orientations des relations fiscales fédérales-provinciales. Le fédéralisme fiscal étant de longue date l'un des champs d'expertise de l'IRPP, nous avons été très occupés durant cette période. En plus de participer à maintes reprises aux consultations des deux groupes d'experts, notre chercheur principal invité Tom Courchene et notre vice-présidente France St-Hilaire ont enrichi le débat de leurs propres analyses et recommandations. Les travaux de M. Courchene sur le déséquilibre fiscal horizontal et vertical, le traitement des recettes tirées de l'exploitation des ressources et les mécanismes de la péréquation traitent non seulement de tous les enjeux fondamentaux de la question, mais ils ont en quelque sorte déterminé les éléments du débat. Dans ses textes, M. Courchene a aussi défini le contexte du point de vue ontarien et rappelé la nécessité de reconnaître le rôle des villes dans la recherche d'un juste équilibre fiscal.

L'année écoulée a donc offert au Canada l'occasion de réfléchir et de partager son expérience en tant que fédération en constante évolution. Apportant sa pierre à l'édifice, l'IRPP a été l'hôte d'une « Table ronde canadienne sur la pratique du fédéralisme fiscal », tenue dans le cadre du projet « Dialogue global sur le fédéralisme » lancé par le Forum des fédérations et l'Association internationale des centres d'études fédérales (AICEF).

Au cours des prochains mois, l'Institut surveillera activement la réaction des gouvernements aux rapports des groupes d'experts et les propositions du gouvernement conservateur visant à régler de façon permanente la question du déséquilibre fiscal.

PUBLICATIONS

« **Accountability and Federalism in the Era of Federal Surpluses: The Paul Martin Legacy, Part II** »

Thomas J. Courchene

Documents de travail, février 2006

« **Écarts et déséquilibres fiscaux : la nouvelle donne du fédéralisme canadien** »

France St-Hilaire

Options politiques, octobre 2005

« **Resource Revenues and Equalization: Five-Province vs. National-Average Standards, Alternatives to the Representative Tax System, and Revenue-Sharing Pools** »

Thomas J. Courchene

Documents de travail, août 2005

« **Citistates and the State of Cities: Political-Economy and Fiscal-Federalism Dimensions** »

Thomas J. Courchene

Documents de travail, août 2005

« **Fiscal Gaps and Imbalances: The New Fundamentals of Canadian Federalism** »

France St-Hilaire

Rapport spécial, mai 2005





la gouvernance au XXI^e siècle

L'ART DE L'ÉTAT

Directeur de recherche : Leslie Seidle

Le respect de la diversité est assurément une valeur canadienne déterminante. Source de fierté nationale, l'ouverture d'esprit et la tolérance de la majorité des Canadiens exercent une influence majeure sur les activités de tous les gouvernements, mais aussi du secteur privé et de la société civile. D'autant que les réalisations du Canada en la matière sont reconnues internationalement et que certains de nos programmes gouvernementaux ont inspiré bon nombre de décideurs étrangers.

la gouvernance

L'ART DE L'ÉTAT

au XXI^e siècle

Pour autant, le Canada n'en est pas moins confronté à plusieurs des mêmes défis que d'autres pays démocratiques en matière d'aménagement de la diversité. De nombreux Canadiens adhèrent au principe selon lequel certaines communautés doivent disposer d'un « espace » pour protéger leur religion, leur langue et leur culture. Mais l'on est en droit de s'interroger quand des groupes privilégient des actions – susceptibles d'être condamnées par leur propre religion et leurs traditions – qui vont à l'encontre de valeurs canadiennes fortement ancrées, par exemple l'égalité des sexes. Parallèlement, des indicateurs socio-économiques concernant certains immigrants récents et une proportion considérable d'autochtones semblent mettre en évidence un écart troublant entre les principes fondant notre engagement en faveur de la diversité et les chances d'épanouissement de ces groupes. Certes, le Canada n'a encore connu aucun des déchirements et incidents parfois violents observés dans les pays d'Europe de l'Ouest, mais la complaisance n'est jamais bonne conseillère s'agissant de politiques publiques.

C'est sur cette toile de fond que l'IRPP a tenu en octobre 2005 son troisième colloque du programme « L'art de l'État » à Montebello, au Québec. Portant sur la « Diversité et avenir du Canada », le programme de la rencontre a été conçu par un comité consultatif formé de Thomas Courchene (Université Queen's et chercheur principal invité de l'IRPP), Keith Banting (Université Queen's), Will Kymlicka (Université Queen's), Daniel Salée (Université Concordia) et Leslie Seidle (chercheur principal associé de l'IRPP). Le colloque était coprésidé par les professeurs Courchene et Banting ainsi que par Wanda Wuttunee (Université du Manitoba). À la lumière de 15 documents et présentations préparés pour cette rencontre, universitaires et spécialistes ont examiné l'approche canadienne de reconnaissance et d'aménagement de la diversité, y compris les instruments de citoyenneté partagée, et leur capacité de répondre aux nouvelles pressions et préoccupations. Quatre des documents traitaient de l'approche de la diversité dans d'autres pays et des critiques auxquelles elle a donné lieu dans leurs sociétés respectives. Le compte rendu de ce colloque est en voie d'édition sous la direction de Keith Banting, Thomas Courchene et Leslie Seidle.

Pendant son séjour à Montréal pour le colloque de Montebello, M. Tariq Ramadan, universitaire reconnu mondialement pour son rôle clé dans le débat sur les musulmans en Occident, a présenté une communication sur la jeunesse musulmane dans les sociétés occidentales.

ÉVÉNEMENTS

Conférence : « The Art of the State III: Diversity and Canada's Future »

Date : 13-15 octobre 2005

Lieu : Montebello, Québec

PUBLICATION

***The Art of the State III
Belonging? Diversity, Recognition and Shared
Citizenship in Canada***



26

recherche
en politiques
publiques

Français

1470 Peel, Suite 200, Montréal, Québec, Canada H3A 1T1 T: 514-985-2461 F: 514-985-2559 irpp@irpp.org

irpp.org

Webmestre : Jeremy Leonard

Le site Web de l'IRPP a connu en 2005-2006 une autre année d'affluence record. Au cours des 12 mois se terminant le 31 mars 2006, près de 265 000 visiteurs ont accédé au www.irpp.org (soit une augmentation de 38 p. 100 par rapport à 2004-2005).

Il s'agissait majoritairement de responsables gouvernementaux et de décideurs, de journalistes, de professeurs et d'étudiants, qui ont téléchargé plus de 1,1 million de documents et publications parmi lesquels des articles d'*Options politiques* (environ la moitié des téléchargements), des études de nos séries *Choix IRPP* et *Enjeux publics IRPP* (20 p. 100), des documents de travail et des textes de conférence (15 p. 100) ainsi que des communiqués, résumés, discours et documents variés (15 p. 100).

Lancé en février 2006, notre bulletin mensuel @ *propos* explique en grande partie cette forte augmentation. Sa version électronique est en effet envoyée aux nombreux abonnés de notre liste de distribution (à laquelle s'ajoutent en moyenne au moins 25 nouveaux abonnés par mois), de même qu'à tous les députés et sénateurs, qui peuvent directement cliquer sur les liens pour consulter nos publications.

Notre site Web a bénéficié cette année de deux améliorations majeures. En août 2005, nous avons d'abord renouvelé la page d'accueil pour la rendre visuellement plus attrayante et simplifier l'accès à nos événements et programmes. Puis, en septembre, nous avons ajouté un moteur de recherche donnant accès à plus de 1 300 articles d'*Options politiques* parus depuis juillet 1997, répartis par date, auteur et domaine. À en juger par les demandes enregistrées à ce jour, cet outil devrait connaître le même succès que notre moteur de recherche de publications FastTrak.

L'IRPP se réjouit enfin du sondage mené à l'été 2005 auprès des visiteurs de son site, dont plus de 80 p. cent ont jugé son contenu utile, actuel et simple d'accès. Notre webmestre Jeremy Leonard n'en continue pas moins d'améliorer constamment le www.irpp.org pour en faire un outil majeur de diffusion des recherches, publications et activités de l'IRPP.

PUBLICATIONS

@ *propos*





options politiques

Rédacteur en chef : L. Ian MacDonald

Rédactrice adjointe : Sarah Fortin

La revue *Options politiques* a connu sa meilleure année à ce jour. Particulièrement important, le numéro de mars, consacré à la campagne et aux élections fédérales, comptait 18 articles sur près de 100 pages, et on pouvait y lire en exclusivité la **première entrevue accordée** par Stephen Harper en tant que premier ministre.

Cet entretien avec le rédacteur en chef L. Ian MacDonald a notamment été repris par le *National Post*, le *Ottawa Citizen* et le quotidien montréalais *The Gazette*, et il a fait l'objet de plus de 4 000 téléchargements à partir du www.irpp.org. L'ensemble du numéro a permis de fracasser le record d'affluence sur notre site, avec quelque 85 000 téléchargements d'articles en format PDF en mars seulement. Il a continué d'attirer quantité de visiteurs tout au long du trimestre printanier, au point de faire bondir à 160 000 le nombre d'articles téléchargés en mars. Des chiffres qui représentent une hausse de 60 pour 100 de notre lectorat en ligne, lequel avait déjà augmenté de 50 pour 100 par rapport à l'année passée.

Avec ce numéro électoral, *Options politiques* a réalisé une autre percée en passant pour la première fois à une impression pleine couleur depuis la fondation de la revue par Tom Kent en 1980. Les frais considérables liés à cette décision ont été couverts par la publicité de bienveillance et de représentation d'entreprises et d'associations industrielles ayant souhaité profiter du rayonnement de la principale revue canadienne traitant de politiques publiques. Nous les remercions de leur appui et leur assurons que leur message parviendra aux décideurs du pays.

Pour la deuxième année consécutive, nous avons publié cette année un numéro entièrement bilingue. Ce numéro consacré au **Programme de priorités pour le Canada** a suscité beaucoup d'intérêt, faisant notamment l'objet d'une double page centrale dans la section du *Globe and Mail* sur le budget fédéral.

Signalons enfin que la rédactrice adjointe Sarah Fortin et le rédacteur en chef L. Ian MacDonald ont réalisé cette année de nombreuses entrevues avec des médias français et anglais sur les travaux de l'IRPP et d'*Options politiques*. Merci à notre équipe, et tout spécialement à Chantal Létourneau.

IONS

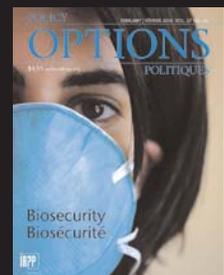
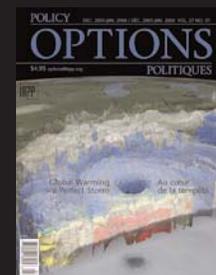
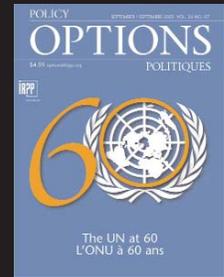
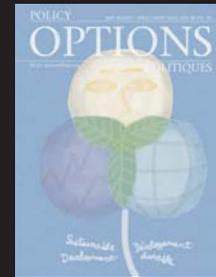
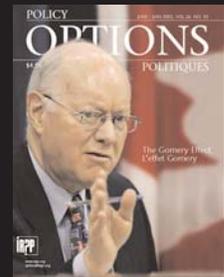
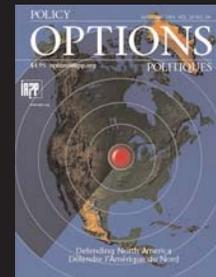
POLITIQUES

ÉVÉNEMENTS

Déjeuner-causerie : *Options politiques* analyse le résultat des élections fédérales et le nouveau gouvernement

Date : 30 mars 2006

Lieu : Ottawa, Ontario



Canada's economy is a world bea

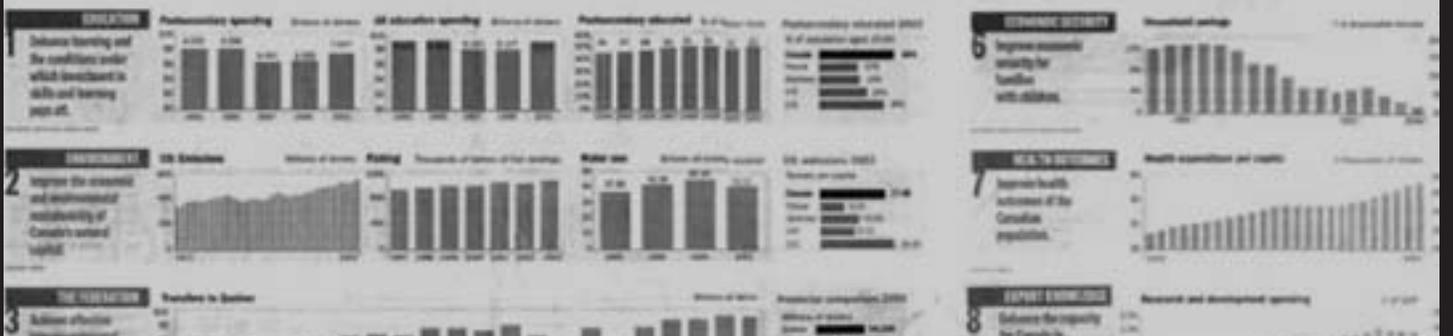
Why it's humming along

Over the past decade, the Canadian economy has hummed along, generating large surpluses for the federal government and driving up income. It formed the foundation for yesterday's budget from the new Conservative government. Each chart shows Canada's performance over the past decade, along with the average for the 30 democracies that make up the Organization for Economic Co-operation and Development.



How to keep it that way

The challenges that face the country are numerous. Much of Canada's recent success has been the result of using our existing workforce better. Increased productivity will be needed if Canadians are to get richer. As an exercise in priority setting, the Institute for Research in Public Policy. They were each asked to identify the top three challenges facing the nation, and then met at a one-day session to narrow the choices in an era of universal agreement. The charts below outline their top 30 selections. The picks are ranked in order of unanimity, with enhancement of learning getting the support. For the full list of who voted for what and why, visit [irpp.org](#) and look for the Policy Options link on the home page.



irpp dans les médias

Directeur des communications : Jackson Wightman

L'intérêt des médias pour les travaux de l'IRPP témoigne de l'influence de l'Institut sur le débat public. Et cette année encore, l'IRPP a reçu dans les médias une attention considérable grâce à la qualité et à l'actualité de ses recherches mais aussi à l'efficacité de son équipe de communication.

En 2005-2006, l'IRPP a été cité 620 fois dans les médias d'information, soit en moyenne 1,7 fois par jour. Mais c'est surtout la qualité de ces mentions qui a marqué une nette progression. Pour la période considérée, 124 textes d'opinion de collaborateurs de l'IRPP ont paru dans des quotidiens de tout le pays, soit plus du double par rapport à l'année record précédente. On a également continué de se référer aux articles d'*Options politiques*, notamment à l'entrevue de Stephen Harper réalisée par L. Ian MacDonald et publiée dans le numéro de mars. L'IRPP a frappé un grand coup avec cette première entrevue accordée par le nouveau premier ministre, commentée dans tout le pays et reprise dans le *National Post* et cinq journaux de la chaîne CanWest.

Quelques études et événements méritent une mention spéciale pour l'attention médiatique qu'ils ont suscitée. C'est le cas de l'étude de Henry Milner, *Fixing Canada's Unfixed Election Dates* (Enjeux publiques, décembre 2005), publiée 16 fois comme texte d'opinion sous la signature de l'auteur. En mai 2005, l'analyse de Thomas Courchene sur le déséquilibre fiscal et vertical de l'Ontario a été commentée dans 14 articles. La publication de « **La qualité, ça compte !** », une étude de Christa Japel, Richard Tremblay et Sylvana Côté consacrée aux résultats d'une enquête sur les services de garde au Québec, a généré huit articles écrits et commentaires non écrits. Au chapitre des événements, la conférence organisée par l'IRPP et la Fondation Trudeau en novembre 2005, « **Responsabilité citoyenne et service public** », a fait l'objet de 27 reportages.

En résumé, la qualité et la quantité de la couverture médiatique que l'IRPP a reçue en 2005-2006 confirment sa profonde influence sur le débat public au Canada.

NOMINATIONS ET DÉPARTS

C'est à regret que l'IRPP s'est résigné au départ de Jasmine Sharma, qui fut pendant deux ans directrice des communications et des relations publiques de l'Institut. Nous lui souhaitons la meilleure des chances dans ses nouvelles fonctions à l'Institut canadien de recherche en santé à Ottawa. Nous souhaitons par la même occasion la bienvenue à Jackson Wightman, qui la remplace à la direction des communications. Nous sommes également heureux d'accueillir parmi nous Hugh Meighen et Grant Holly, nos nouveaux assistants de recherche.



Aux administrateurs de
l'Institut de recherche en politiques publiques

Nous avons vérifié le bilan de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2006 et les états des résultats et de l'évolution du solde de fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche s.r.l.
Comptables agréés

Le 12 mai 2006
Montréal, Québec

états financiers

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DU SOLDE DE FONDS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2006 \$	2005 \$
Produits		
Revenu de placements approuvé pour les activités de fonctionnement (note 3)	2 422	2 333
(Insuffisance) excédent du revenu de placements net sur le revenu de placements approuvé pour les activités de fonctionnement (note 3)	(382)	2 523
Revenu de placements net	2 040	4 856
Publications	134	81
Autres	189	370
	2 363	5 307
Charges		
Frais généraux de recherche et de soutien	2 275	2 247
Magazine <i>Options politiques</i>	296	278
Coût des publications	104	176
Intérêts	6	5
Amortissement des immobilisations	35	28
	2 716	2 734
(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	(353)	2 573
Solde de fonds au début	35 986	33 413
Solde de fonds à la fin	35 633	35 986

états financiers

BILAN

AU 31 MARS 2006
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2006 \$	2005 \$
Actif		
À court terme		
Encaisse	10	74
Dépôts à terme et bons du Trésor	69	68
Débiteurs		
Produits à recevoir	134	140
Autres	204	180
Frais payés d'avance	51	57
	468	519
Titres négociables (note 4)	35 691	35 837
Immobilisations (note 5)	59	93
	36 218	36 449
Passif		
À court terme		
Dette bancaire (note 6)	14	72
Créditeurs et charges à payer	114	120
Produits reportés (note 7)	78	62
Obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	379	-
	585	254
Obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	-	209
	585	463
Actif net		
Investi en immobilisations	59	93
Affectations d'origine interne (note 8)	35 574	35 893
	35 633	35 986
	36 218	36 449

états financiers

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2006	2005
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	(353)	2,573
Ajustements pour :		
Gain à l'aliénation de placements	(520)	(3 115)
Amortissement des immobilisations	35	28
Obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	170	84
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	(18)	(7)
Frais payés d'avance	6	(7)
Créditeurs et charges à payer	(6)	(57)
Produits reportés	16	(23)
	(670)	(524)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement et d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(1)	(66)
Acquisition de placements	(17 909)	(52 925)
Vente de placements	18 575	53 580
	665	589
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie	(5)	65
Situation de la trésorerie au début	70	5
Situation de la trésorerie à la fin	65	70
Composée des éléments suivants		
Encaisse	10	74
Dépôts à terme et bons du Trésor	69	68
Dette bancaire	(14)	(72)
	65	70

1. Description de l'organisme

L'Institut de recherche en politiques publiques (l'« Institut ») est un organisme national et indépendant sans but lucratif. L'Institut a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada par son appui et son apport à un processus élargi, plus éclairé et plus efficace d'élaboration et d'expression des politiques publiques. L'Institut est constitué en tant qu'organisme sans but lucratif en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et constitue un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada selon la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

Constatation des produits

Les apports affectés relatifs au fonctionnement sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes dans le solde du fonds.

Coût des publications

Le coût des publications est imputé aux résultats lorsqu'il est engagé.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés pour amortir le coût des actifs moins leur valeur résiduelle sur leur durée de vie utile estimative. Le matériel informatique et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur

une période de trois et cinq ans, respectivement. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Placements

Les placements sont évalués chaque année et font l'objet d'une dévaluation lorsqu'ils ont subi une perte de valeur durable.

Les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements sont calculés selon la méthode du coût moyen.

Affectations

Le conseil d'administration de l'Institut peut user de son pouvoir discrétionnaire pour affecter au fonds de dotation une partie ou la totalité de tout excédent de fonctionnement.

3. Revenu de placements

Le fonds de fonctionnement conserve, pour son propre usage, des produits tirés de placements dont la somme correspond à 6 % (5 % en 2005) de la valeur marchande moyenne du fonds de dotation à la fin des trois exercices précédents. Selon cette formule, le conseil d'administration a mis à la disposition du fonds de fonctionnement une somme de 2 280 300 \$ (1 947 317 \$ en 2005). De plus, le conseil d'administration a approuvé l'utilisation d'une somme de 142 000 \$ (385 697 \$ en 2005) de l'excédent accumulé du fonds de fonctionnement pour couvrir les activités de l'exercice en cours, pour un total de 2 422 300 \$ (2 333 014 \$ en 2005). En date du 31 mars 2006, l'excédent accumulé du fonds de fonctionnement est de 83 000 \$ (142 000 \$ en 2005) et comprend l'excédent des revenus approuvés pour des opérations supérieurs aux dépenses plus un transfert d'interfonds pour une allocation de retraite financée par le fonds de dotation.

Le revenu de placements se compose comme suit :

	2006	2005
	\$	\$
Produits tirés de ressources détenues à titre de dotations	1 721	1 938
Gain à l'aliénation des placements — montant net	520	3 115
Frais de gestion des placements et frais de garde	(201)	(197)
	<u>2 040</u>	<u>4 856</u>

états financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

(TOUS LES MONTANTS DES TABLEAUX SONT EN MILLIERS DE DOLLARS)

4. Titres négociables

	2006		2005	
	Coût	Valeur marchande	Coût	Valeur marchande
	\$	\$	\$	\$
Obligations	17 589	17 786	17 251	17 773
Actions	18 102	23 335	18 586	21 629
	35 691	41 121	35 837	39 402

5. Immobilisations

	2006		2005	
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur com- ptable nette	Valeur com- ptable nette
	\$	\$	\$	\$
Matériel informatique	333	293	40	67
Matériel de bureau	111	92	19	26
Améliorations locatives	63	63	—	—
	507	448	59	93

6. Dette bancaire

Une banque à charte canadienne a consenti à l'Institut une marge de crédit de 500 000 \$ à taux préférentiel. À titre de garantie pour tout emprunt en vertu de la marge de crédit, la banque détient une lettre d'engagement confirmant que les placements du fonds de dotation ne sont assujettis à aucune charge qui les rendrait inaptes au service de la dette de l'Institut.

En date du 31 mars 2006, la marge de crédit n'était pas utilisée et la dette bancaire se compose seulement de chèques en circulation.

7. Produits reportés

Les produits reportés du fonds de fonctionnement sont les suivants :

	2006	2005
	\$	\$
Fonds de la quatrième décennie ^(a)	61	46
Abonnements au magazine		
<i>Options politiques</i>	17	16
	78	62

^(a) Le Fonds de la quatrième décennie se compose d'apports affectés à des projets spécifiés par les bailleurs de fonds. Ces apports sont généralement constatés à titre de revenu dans une période de douze mois au cours de laquelle les charges correspondantes sont engagées.

8. Affectations de l'actif net

L'actif du fonds de dotation a été grevé d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration de l'Institut, selon lequel cet actif doit être maintenu de façon permanente en vue de financer les activités de fonctionnement de l'Institut. Ces sommes assujetties à des affectations d'origine interne ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

9. Engagements

L'Institut a conclu des contrats de location-exploitation visant la location de matériel et de locaux. Les montants suivants sont exigibles pour les cinq prochains exercices :

	\$
2007	76 182
2008	79 767
2009	78 874
2010	71 710
2011	71 710

10. Instruments financiers

Risques financiers

L'Institut est exposé au risque du marché pour ses titres négociables, soit celui que la valeur d'un instrument financier fluctue par suite de variations du cours du marché, que ces variations soient imputables à des facteurs propres à un titre particulier ou à son émetteur ou encore à des facteurs touchant l'ensemble de valeurs mobilières négociées. Ce risque est réduit au minimum étant donné que l'Institut jouit d'un portefeuille de placements diversifiés.

L'Institut est aussi exposé à un risque financier en raison de la fluctuation des taux d'intérêt et des taux de change qui ont une incidence sur ses investissements dans des titres négociables. L'Institut n'utilise aucun instrument dérivé pour gérer son exposition à ces risques.

Juste valeur

La juste valeur des titres négociables est présentée à la note 4. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers se rapproche de leur valeur comptable.

11. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.